



L'OTAN APRÈS BUCAREST

Aider l'Afghanistan, consolider l'Europe, renforcer les partenariats, relever de nouveaux défis

Le Sommet de Bucarest, qui s'est tenu du 2 au 4 avril 2008, est le sommet le plus important que l'Alliance ait jamais organisé. Il a en effet réuni plus de soixante pays, ainsi que de hauts représentants de nombreuses autres grandes institutions, notamment le secrétaire général des Nations Unies et le président de la Commission européenne. Ce sommet a permis de mettre en avant la détermination de l'Alliance à collaborer étroitement avec la communauté internationale afin de répondre aux défis de sécurité du XXI^e siècle, ainsi que la contribution tout à fait spécifique de l'OTAN à la sécurité et à la stabilité dans un environnement stratégique en évolution rapide.

À Bucarest, les dirigeants alliés ont souligné l'engagement à long terme de l'Alliance à l'égard de l'Afghanistan, et l'importance d'une collaboration étroite avec tous les pays et toutes les organisations internationales qui contribuent à améliorer la situation dans ce pays. Réaffirmant la politique de la porte ouverte suivie par l'OTAN, et la détermination de l'Alliance à renforcer la paix et la stabilité en Europe, ils ont invité l'Albanie et la Croatie à entamer des pourparlers d'adhésion, et ils sont convenus que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient un jour membres de l'OTAN. Les dirigeants alliés ont également souligné l'engagement de l'OTAN vis-à-vis de la mission de la KFOR au Kosovo et de la mission de formation en Iraq, et ils ont précisé que l'Alliance était disposée à continuer de soutenir l'Union africaine au Soudan et en Somalie. Ils ont donné un nouvel élan aux efforts déployés actuellement en vue de transformer l'Alliance et de lui permettre de répondre aux exigences opérationnelles et aux nouvelles

menaces pour la sécurité, notamment en publiant une déclaration commune sur la défense antimissile. Ils ont également eu une discussion constructive avec le président russe sur la manière dont l'Alliance et la Russie peuvent coopérer pour faire face aux défis de sécurité.



Aider l'Afghanistan

À Bucarest, les dirigeants alliés ont précisé que la sécurité euro-atlantique et, plus largement, la sécurité internationale, étaient étroitement liées à l'avenir de l'Afghanistan, qui doit être un État pacifique, démocratique, respectueux des droits de l'homme et libéré de la menace du terrorisme. C'est pourquoi la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui opère sous mandat des Nations Unies, reste la première priorité de l'OTAN. Les participants au sommet ont noté que des progrès significatifs avaient été réalisés depuis que l'OTAN a pris le commandement de la mission de la FIAS, en août 2003, mais que de nombreux défis restaient à relever – pour le gouvernement afghan, pour l'OTAN, et pour le reste de la communauté internationale.

L'Alliance préconise depuis longtemps, pour l'Afghanistan et pour relever d'autres défis de sécurité, d'appliquer une « approche globale » conjuguant les efforts civils et militaires. Les participants au Sommet de Bucarest ont pu voir cette « approche globale » en action. Les Alliés ont en effet tenu une réunion spéciale sur l'Afghanistan, à laquelle ont également participé leurs partenaires de la FIAS, ainsi que le président afghan, le secrétaire général des Nations Unies, le président de la Commission européenne, le haut représentant de l'Union européenne, le directeur général de la Banque mondiale, et le vice-ministre japonais des Affaires étrangères. Cette réunion a marqué le début d'une nouvelle phase dans l'engagement de la communauté internationale qui, d'un effort essentiellement militaire visant à assurer

la sécurité et la stabilité, s'achemine progressivement vers une approche mettant davantage l'accent sur les efforts de reconstruction menés par les civils et sur la responsabilité des Afghans.

Les pays qui fournissent des troupes à la FIAS ont adopté pour l'Afghanistan une vision stratégique fondée sur quatre grands principes :

- un engagement ferme et commun s'inscrivant dans la durée ;
- le soutien à une prise de responsabilité accrue des Afghans et au renforcement de leur leadership ;
- une approche globale de la communauté internationale, conjuguant efforts civils et militaires ;
- une coopération et un engagement accrus avec les pays voisins de l'Afghanistan, en particulier le Pakistan.

En outre, les pays qui contribuent à la FIAS ont adopté un plan stratégique politico-militaire global pour l'Afghanistan, qui fixe des échéances claires et réalistes permettant de mieux cibler les efforts et de mesurer objectivement les progrès. Ce plan contient également des recommandations sur la manière d'interagir plus efficacement avec le gouvernement afghan et les autres organisations internationales. Enfin, un certain nombre d'Alliés et de Partenaires ont aussi annoncé de nouveaux engagements de forces et d'autres formes de soutien.



Consolider l'Europe

Le Sommet de Bucarest a permis de souligner que l'OTAN restait fermement attachée à la création d'une Europe entière, libre et en paix. L'Albanie et la Croatie ont été invitées à entamer des pourparlers d'adhésion. Il s'agira ensuite de signer les protocoles d'accession d'ici la fin juillet 2008, et d'obtenir leur ratification sans délai. Les

participants au sommet ont également réaffirmé que la porte de l'OTAN resterait ouverte aux démocraties européennes désireuses et capables d'assumer les responsabilités liées au statut de membre.

Comme l'Albanie et la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine* participe depuis plusieurs années au plan d'action pour l'adhésion (MAP) mis en place par l'OTAN, afin de se préparer à une éventuelle adhésion. Les dirigeants alliés sont convenus qu'ils inviteraient ce pays à rejoindre l'OTAN dès que les négociations actuelles sur la question de son nom auront trouvé une issue mutuellement acceptable.

La Géorgie et l'Ukraine mènent avec l'OTAN un dialogue intensifié sur leurs aspirations d'adhésion et sur les réformes connexes. Les dirigeants alliés sont convenus que ces deux pays deviendraient membres de l'OTAN, et que l'Alliance établirait avec eux des contacts étroits afin d'examiner les questions en suspens liées à leur candidature au processus du MAP. En décembre 2008, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN feront une première évaluation des progrès accomplis par chacun de ces deux pays.

En réponse à leurs inspirations euro-atlantiques, et compte tenu de leurs efforts de réforme, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro ont également été invités à entamer un dialogue intensifié, sans préjudice de toute décision que l'Alliance pourrait prendre. Les Alliés ont aussi réaffirmé leur volonté d'approfondir les relations avec la Serbie, en particulier par l'élaboration d'un plan d'action individuel pour le Partenariat, et d'envisager un dialogue intensifié avec ce pays, qui en a fait la demande.

Les dirigeants alliés ont réaffirmé leur engagement à l'égard de la stabilité dans l'ensemble des Balkans, et ont redit que la force de paix dirigée par l'OTAN au Kosovo (KFOR), déployée pour la première

fois en juin 1999, resterait sur place conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'OTAN et la KFOR continueront de coopérer avec les autorités et avec les Nations Unies, l'Union européenne et d'autres acteurs internationaux pour aider à l'établissement d'un Kosovo stable, démocratique, multiethnique et pacifique.

** La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*



Renforcer les partenariats

Les Partenaires de l'OTAN sont essentiels au mode de fonctionnement actuel de l'Alliance. L'OTAN est en effet engagée dans diverses formes de partenariat comme le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), les relations spéciales avec la Russie et l'Ukraine, le Dialogue méditerranéen (qui regroupe sept pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient), l'Initiative de coopération d'Istanbul (qui concerne les pays de la région du Golfe), et les relations bilatérales moins formelles avec des pays du monde entier. À Bucarest, les Alliés ont réaffirmé qu'ils souhaitent continuer d'associer les Partenaires aux missions et aux opérations, et d'adapter le dialogue et la coopération aux intérêts et préoccupations spécifiques de ces pays.

Lors d'un déjeuner de travail informel, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du CPEA ont salué la décision de Malte de réintégrer le programme du Partenariat pour la paix (PPP) et d'adhérer au CPEA. Malte avait rejoint le PPP en avril 1995, mais avait suspendu sa participation en octobre 1996.

À la réunion de la Commission OTAN-Ukraine (COU), le président ukrainien a remercié l'OTAN d'avoir délivré un « message clair » sur l'avenir des relations entre l'Alliance et l'Ukraine en acceptant que

ce pays devienne un jour membre de l'OTAN. Les dirigeants alliés ont salué les progrès accomplis par l'Ukraine dans la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité, et ils ont particulièrement apprécié la contribution substantielle que ce pays apporte aux opérations et aux missions dirigées par l'OTAN.

Les dirigeants alliés ont tenu avec le président russe la première réunion au sommet du Conseil OTAN-Russie (COR) depuis sa création en mai 2002. Les dirigeants du COR ont reconnu l'importance stratégique du partenariat OTAN-Russie, et souligné que le COR constituait un excellent cadre pour mener un dialogue politique franc, y compris sur les questions à propos desquelles les Alliés et l'OTAN peuvent avoir des positions divergentes. Avant cette réunion, l'OTAN et la Russie avaient signé un accord visant à faciliter le transit terrestre, par le territoire russe, de matériel non militaire destiné à la FIAS.

Les Alliés ont appelé à un renforcement de la coopération entre l'OTAN et les Nations Unies pour garantir la paix et la sécurité internationales, et souligné l'importance d'une coordination efficace entre les deux organisations. Ils ont également souligné qu'ils étaient déterminés à améliorer le partenariat stratégique entre l'OTAN et l'Union européenne, qui couvre une large gamme de sujets d'intérêt commun et qui revêt une importance grandissante en Afghanistan et au Kosovo. Les dirigeants alliés ont réaffirmé « qu'une Union européenne plus forte contribuerait davantage à notre sécurité commune ».



Relever de nouveaux défis

À Bucarest, les dirigeants alliés ont souligné que l'OTAN devait rester en mesure d'assumer ses engagements opérationnels et de mener à bien toute la gamme de ses missions, et ils ont donné un nouvel élan et de nouvelles orientations pour la transformation en cours des

forces et des capacités de défense de l'Alliance. Ils ont également souligné la nécessité d'adapter les structures et les processus du siège de l'OTAN, et ils ont chargé le secrétaire général d'élaborer des propositions en ce sens pour le sommet de 2009.

Les participants au Sommet de Bucarest se sont largement accordés à reconnaître que l'Alliance devait non seulement répondre aux besoins actuels, s'agissant en particulier des missions et des opérations de l'OTAN, mais qu'elle devait également se préparer à de nouveaux défis non conventionnels comme la prolifération des armes de destruction massive, les cyberattaques ou l'interruption de l'approvisionnement énergétique.

Les dirigeants alliés ont reconnu que le déploiement prévu, sur le sol européen, de moyens de défense antimissile des États-Unis contribuerait à la protection de nombreux alliés, et ils ont estimé que cette capacité devrait faire partie intégrante de toute future architecture de défense antimissile à l'échelle de l'OTAN. Lors du prochain sommet de l'Alliance, en 2009, il sera procédé à un réexamen des options permettant d'étendre une architecture globale de défense antimissile au territoire de tous les pays de l'Alliance qui, autrement, ne seraient pas couverts par le système des États-Unis. Les Alliés ont encouragé la Russie à mettre à profit les propositions de coopération en matière de défense antimissile formulées par les États-Unis, et se sont dits prêts à étudier les possibilités de relier les systèmes de défense antimissile des États-Unis, de l'OTAN et de la Russie, au moment opportun.

Les Alliés ont entériné une politique de cyberdéfense qui souligne la nécessité, pour l'OTAN et les pays, de protéger leurs systèmes d'information clés, de partager les meilleures pratiques, et de constituer une capacité permettant d'aider les pays alliés, sur demande, à contrer une cyberattaque. Ils ont par ailleurs déclaré qu'ils comptaient bien poursuivre le développement des capacités

de cyberdéfense de l'OTAN et renforcer les liens entre l'OTAN et les autorités nationales dans ce domaine.

Les dirigeants alliés ont également pris note d'un rapport sur le rôle de l'OTAN dans le domaine de la sécurité énergétique, rapport qui définit des principes directeurs et formule des options et des recommandations pour la poursuite des activités, en particulier dans cinq domaines essentiels où l'OTAN peut apporter une contribution spécifique : fusion et partage des informations et des données du renseignement ; projection de la stabilité ; développement de la coopération internationale et régionale ; soutien à la gestion des conséquences ; soutien à la protection des infrastructures essentielles. Un bilan des progrès réalisés sera dressé au sommet de l'OTAN de 2009.



Après Bucarest

Les dirigeants alliés ont décidé de se réunir à nouveau au sommet l'année prochaine, à Strasbourg (France) et à Kehl (Allemagne), pour célébrer le soixantième anniversaire de l'OTAN. Ce sommet permettra de faire le point sur la transformation de l'Alliance, et de préciser et de renforcer encore la vision qu'a l'OTAN de son rôle face à l'évolution des défis du XXI^e siècle. En préambule à cette tâche importante, il a été convenu d'élaborer une déclaration sur la sécurité au sein de l'Alliance à adopter au sommet de 2009.

Division Diplomatie publique de l'OTAN
1110 Bruxelles
Belgique
natodoc@hq.nato.int
www.nato.int